



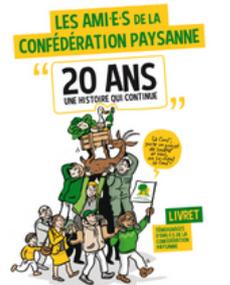
Matériels pédagogiques Frise, retour vers le futur

La Frise permet de visualiser le mouvement social et environnemental face aux réformes nationales et internationales. Elle est accompagnée d'autres outils de communication : un livre sur l'histoire des Ami.e.s, un livret de témoignages associés, enfin, un jeu de "timeline" (jeu de chronologie).



Les Ami.e.s de la Conf', 20 ans :
une histoire qui continue

Un livre, un livret de témoignages, une frise et un jeu de chronologie pour redécouvrir de façon ludique les événements et les luttes qui ont jalonné l'histoire de l'agriculture paysanne ces 20 dernières années.



Du passé, faisons table rase ? Il n'en est pas question. Il faut le connaître, pour comprendre le présent et imaginer le futur. « Savoir d'où l'on vient pour comprendre où l'on va », résume un membre des Ami.e.s. Un groupe a travaillé sur un ouvrage qui retrace les grands moments des luttes. C'est un passage de relais pour les jeunes générations qui nous rejoignent, pour qu'elles fassent perdurer nos combats sur leur territoire.

Cette frise est pédagogique, elle met en perspective l'environnement social face aux réformes nationales et internationales. Chacun peut se l'approprier. Il existe également un jeu de timeline. Ses cartes permettent de resituer chronologiquement les différents événements qui ont contribué à façonner l'histoire de l'agriculture paysanne et celle des Ami.e.s de la Conf'.

Élargir les groupes

En 2018, « un thème de réflexion » est lancé par l'association - Décidons de notre alimentation ! - avec pour idée que "l'agriculture et l'alimentation nous concernent tous", et que pour que la démocratie dans l'alimentation existe, il faudrait que les citoyens et citoyennes puissent avoir voix au chapitre dans les instances de décision liées aux politiques agricoles et alimentaires. Un matériel d'information conséquent est édité : deux Kits de mobilisation à l'occasion des municipales 2020 puis des Régionales 2021 ; et par la suite d'autres fiches thématiques en lien avec nos commissions de travail : six fiches *La Pac dans nos assiettes* - Les Ami.e.s de la Conf' ont rejoint la collectif Nourrir — ex Pour une autre PAC — en 2019, la plaquette *Eau goutte que goutte...* Ces documents sont complétés par des formations en lien avec l'agriculture paysanne en visio-conférences depuis les contraintes liées à la Covid-19, qui permettent finalement un accès à un nombre croissant de personnes...

Le site internet est en cours de révision et sera mis en place prochainement. « Un espace sera dédié aux groupes locaux. » De plus, une lettre trimestrielle regroupera toutes les initiatives. N'oublions pas la page proposée aux Ami.e.s dans *Campagnes solidaires*, le magazine de la Confédération paysanne. Enfin, pour ne rien laisser en plan, une visio-conférence à destination des nouveaux adhérents est régulièrement proposée.

Concernant la vie interne et externe des Ami.e.s de la Confédération paysanne, une phase de développement est en action avec la relance des groupes locaux. Au niveau national, 2 000 personnes ont adhéré cette année à ce mouvement. L'orateur lance en guise d'objectif à atteindre les 6 000 membres. « Rassurez-vous, c'est une boutade ! » Et pourtant.

En tout cas, « nous avons des ami.e.s partout mais chacun dans son coin ne connaît pas forcément sa voisine ou son voisin. » D'où l'intérêt de la mise en place d'un tour de France organisé sur place, sous la forme de tables régionales à l'issue de la présentation de la frise — voir par ailleurs l'exemple de la Bourgogne-Franche-Comté. Le but ultime étant de soutenir la Confédération paysanne et de porter la voix des citoyens et citoyennes dans les instances de décision qui les concernent.

Voilà de quoi être largement et correctement informés.



Les Amis de la
Confédération paysanne

Atelier Tour de France des Ami-e-s



Pour se connaître, des tables régionales ont permis de nouvelles rencontres. Exemple avec les Ami-e-s de Bourgogne-Franche-Comté.

Francine, une administratrice des Ami-e-s au niveau national propose d'abord de savoir qui vient d'où. Les représentants des différents groupes sont plus ou moins nombreux. Certains ne connaissent pas forcément leurs voisin-e-s. Puis rapidement, un tour de table permet d'apprécier les engagements des uns et des autres.

Côte-d'Or : Un groupe a été constitué en 2003 mais au fil du temps, il est tombé en sommeil. Un autre prend le relais par la suite à Mallans autour d'un Gaec. L'engagement le plus récent mobilise les "troupes" autour de la Zad des Lentillères à Dijon. De nombreux jeunes participent à cette lutte. Du potentiel pour renforcer les Ami-e-s locaux. D'autres personnes travaillent autour des plantes et des semences libres, la Semencerie (comparable à Kokopelli).

Doubs : Le Doubs compte moins de 40 adhérents autour de trois pôles : Belfort-Montbéliard, le Grand Besançon et Morteau-Pontarlier. Concernant ce secteur, une seule amie était présente sur le Larzac. Elle est surtout mobilisée au sein du comité de soutien aux Soulèvements de la Terre. Elle est par ailleurs bénévole dans un café associatif du village Le Bizot.

Dans le Doubs

Enfin, le groupe de Besançon recense une dizaine de membres actifs. Il se réunit une fois par mois. Il était présent avec une table d'information lors de la soirée de mobilisation contre les méga-bassines. Certains membres vont participer au Dimanche à la ferme — une manifestation diligentée par la chambre interdépartementale du Doubs et du Territoire de Belfort — sur l'alpage La Boivine en soutien à Claire Guyon, une paysanne en butte avec des questions de foncier pour conforter son installation. N'oublions pas le coup de main apporté à la Confédération paysanne du Doubs à l'occasion de quatre fondues proposées dans le cadre de La Campagne à la ville, à Audincourt, chaque année le premier week-end de septembre.

Ailleurs

Ajoutons l'annonce de la création d'un groupe en Haute-Saône. Quant au Jura, on dénombre une trentaine d'adhérents dans ce département mais le seul représentant présent confirme qu'il n'existe pas de groupe constitué. Enfin, une personne vient de la Nièvre. Cet adhérent vit excentré et se trouve à proximité de la région du Val de Loire.

Il y a encore du chemin à parcourir.



Atelier Sainte-Soline, et après ?



En dernière minute, un remue-méninges a été organisé lors du vingtième anniversaire des Amis de la Conf' autour de l'opposition aux mégabassines. Comment se mobiliser demain ? Une dizaine de personnes ont réfléchi à cette question.

Paranoïa ? N'allons pas jusque là. Mais il est clair que la période est d'une extrême gravité et que la violence est de plus en plus palpable. Au point que de nombreux manifestants éteignent complètement leur portable pour ne pas dire qu'il le laisse à leur domicile en partant manifester.

Dans cette dynamique, aucun nom ni aucun prénom ne sera accolé aux propos qui vont suivre. Sauf celui d'Eric, initiateur de l'atelier Sainte-Soline ; et maintenant quels engagements militants pour les futurs conflits ? « Il est important pour nous de voir la façon dont nous nous sommes conduits et sa pertinence mais aussi d'appréhender la perception de cette manifestation hors-sol », introduit cet ami de la Conf' du Doubs.

Lors de la première intervention, le témoin annonce avoir participé dans son secteur à une réunion de la Conf' et de l'Atelier paysan qui incitait les militants à se déplacer sur le site du rassemblement. « Mais indisponible, je n'ai pu suivre toutes ces opérations que par le prisme des médias », rappelle-t-il. Un article l'a surpris. Il narrait la graduation de la marche : « Les courageux devant ; les autres derrière. » Parlons chiffres : 30 000 manifestants faisaient face à 3 000 « flics » ; « plutôt les forces du désordre », insiste un autre intervenant. Chacun verra midi à sa porte. « Avec ce rapport de force, nous aurions pu foncer sur eux », intervient un autre participant à cet atelier. « Mais nous ne sommes pas en 14-18. »

Propagande médiatique

Cette réflexion fait suite à quelques propos entendus lors d'une table-ronde consacrée à la lutte du Larzac où les intervenants pointaient du doigt la pertinence de l'action non-violente. « Gare ! Le recours à la violence ne permet plus un retour en arrière. »

Les enjeux sont clairement posés. Quelles formes de lutte faut-il envisager par la suite ? Définissons d'abord d'où vient la violence. Clairement des forces mobilisées par l'État : des quads au travers des champs, un tir de barrage de grenades de toutes sortes — on parle de 5 000 tirées en à peine deux heures. Des canons à eau utilisés contre les manifestants au lieu d'éteindre les véhicules blindés en feu... « Il fallait de belles photos pour les médias sous influence, aux ordres et avides de clichés sensationnels » Au détriment de présentation d'actions plus pacifiques qui ont émaillé ce rassemblement : chorale, petites bouées de bois disséminées sur le parcours, arbres plantés le long du parcours. Rien. Si ce n'est ces images cauchemardesques perçues par les opposants aux mégabassines. « Un blessé puis deux, puis dix... à mesure de notre avancée. » Il ne fallait plus à ce moment-là laisser les jeunes monter seuls au front. « J'ai assisté à une violence inouïe, affreuse. » Elle a concrètement fait parler de Sainte-Soline « et c'est tant mieux ». En guise de leçons, la question se pose de savoir s'il faut encore participer à ce genre de manifestation. Et de quelles manières ? En étant soi-même bien protégé face à des CRS et gardes-mobiles harnachés tels des Robocop ? Alors faut-il se radicaliser ?

Réflexions

Il faudra par la suite tenir compte d'un nouveau paramètre : la police n'hésite plus à tendre un ou des pièges lors de rassemblements de masse s'opposant à des projets néfastes.

Il reste la question de l'usage de la violence du côté des contestataires. « Il n'était pas question d'éborgner des flics ; juste de mettre hors d'état de nuire du matériel avant sa mise en service. » Ce que d'ailleurs les paysans ont fait sur le plateau du Larzac en creusant une demi-tranchée en présence des Lip en 1976 confirme un témoin de la scène. Mais la vérité d'un jour n'est plus celle d'aujourd'hui, quelques décades plus tard. « Les choses se sont dégradées. La démocratie est attaquée. Les syndicats malmenés. L'action collective décrédibilisée. »

Il faut malgré tout garder en mémoire que l'action non-violente ne signifie pas l'inaction. Qu'il faut mettre plus de désobéissance civile et l'organiser collectivement. Et se battre sur la sémantique, le pouvoir des mots et leur utilisation. « Nous ne sommes pas des éco-terroristes », revendique un animateur des Ami-e-s de la Confédération paysanne et de poursuivre : « Les terroristes sont en costume-cravate. Ils sont dans les ministères. Ce sont eux les criminels. »

Eric conclut les réflexions en lançant un trépied à quatre entrées — l'ami de Besançon s'inspire d'un concept développé dans un article diffusé dans les colonnes du Monde — : « lutter contre la centralisation du pouvoir ; lutter contre la mise au pas des corps intermédiaires en privilégiant la solidarité y compris internationale ; contrer le pouvoir des médias aux ordres ; battre en brèche chaque tentative de discrédit des acteurs des luttes. »



Les Faucheurs ont 20 ans aussi

En 2003, sur le Larzac, outre la création des Ami-e-s de la Confédération paysanne, les Faucheurs volontaires ont également vu le jour.

« Il faut faire quelque chose contre les OGM », s'est écrié un participant au rassemblement tenu sur le Larzac en 2003 contre la mondialisation. L'ancien garde du corps de José Bové poursuit. « Ni une ni deux, il a lancé à la volée l'idée de regrouper des faucheurs contre les OGM. Cela s'est fait à l'improviste, sur un coin de table, à l'issue de son intervention. »

Ainsi, il y a vingt ans se créent les Faucheurs volontaires à l'instar des Ami-e-s de la Confédération paysanne. « Mais nous ne sommes pas une association ; parlons plutôt d'un mouvement », affirme un des faucheurs présent lors de ce focus sur cet engagement. Des actions sont menées en France et à l'étranger. « Il faut reconnaître que lutter contre les OGM est plus difficile dans certains pays. » Si la France n'avait pas tenu bon, les autres pays n'auraient guère pu poursuivre la lutte de leur côté.

Les Résistantes, qui se tient début août sur le Larzac va rassembler toutes les luttes ; d'autres rendez-vous sont d'ores et déjà prévus*. Concernant les OGM, le combat est loin d'être achevé. « Début juillet, la Cour européenne proposait d'aller vers l'acceptation des OGM dans les champs. » Cela devait passer par de nouvelles réglementations. Il reste encore à franchir les étapes du parlement et du conseil européen. « Si ça passe, ce sera dangereux. » Personne n'en sera informé. « De plus, plus aucune étude sanitaire sur les conséquences des OGM ne seront diligentées. »

Ce nouveau combat va s'avérer être difficile à mener dans le contexte politique et économique actuel. « C'est pourquoi nous vous invitons à nous rejoindre. » En 2012, une coalition de différentes organisations a vu le jour. Elle a lancé l'appel de Poitiers. Celui-ci prône la biodiversité sauvage et cultivée.

Pratiques illégales mais légitimes

Être faucheur volontaire, c'est un état d'esprit : démontrer l'état de nécessité — « lors de procès, nous avons obtenu des relaxes » —, ne pas se laisser faire par l'agro-industrie, détricoter la pelote des OGM, ne pas laisser la Confédération paysanne toute seule, prôner les semences libres et propres, être évidemment solidaires des autres luttes.

« Nos actions sont illégales mais légitimes. » Elles comportent trois entrées : l'action proprement dite, le temps politique et les recours juridiques. Les pratiques sont assumées. « Nous travaillons à visage découvert. » Des listes des acteurs sont fournies. « Mais seules deux, trois ou dix personnes parmi la multitude d'intervenants sont convoquées au tribunal. » Souvent, ce sont des intervenants locaux. Face à ce manque d'égalité, les Faucheurs volontaires présentent une liste de comparants volontaires. « Faucher, c'est voler ! clame-t-on dans les milieux autorisés », lance une personne de l'assistance. « Juridiquement, ce n'est pas un vol », répond un des faucheurs. En tout cas, le principe est de ne pas s'en prendre à l'intégrité physique des personnes. « On casse du maïs qui de toutes manières allait être fauché. On casse aussi du petit matériel. » Il est ainsi essentiel de contrer le langage de l'agro-industrie. « Elle pratique le mensonge par omission. » De nouvelles gammes avec de nouvelles dénominations apparaissent et rendent le combat plus délicat. « Il s'agit de transgénèse ; ce point est bien plus complexe. » Les réponses font face à ces questions liées à l'implantation d'OGM qui n'ont jamais été discutées sérieusement. « De quel droit nous impose-t-on ces cultures ? Nous avons le droit de mettre cette question sur la table. »

* Fin septembre prochain seront organisées les Rencontres contre l'agro-industrie. « Avec pour objectif Zéro OGM. » Il ne sera pas question uniquement des OGM mais aussi des réflexions sur les pratiques agricoles et les dérèglementations. « En fin de parcours, nous proposerons une déclaration commune. »